

CORRIGÉ DE LA SECTION 2 DU CHAPITRE 6 **SUR L'ECONOMIE INTERNATIONALE**

Distinguer libre-échange et protectionnisme

Le libre-échange, c'est la situation dans laquelle les produits entrent et sortent librement des pays. Le protectionnisme, c'est une situation où les entrées et sorties de produit sont freinées par des barrières de type taxe, quotas, etc. Il y a encore plus strict que le protectionnisme, c'est la fermeture complète des frontières aux produits : on parle parfois d'*autarcie*.

Les avantages du libre échange

1. Le libre-échange favorise la spécialisation : si les différents pays se répartissent les différents types de production, alors les travailleurs et les entreprises de chaque pays peuvent :

- Premièrement, se spécialiser dans ce qu'ils font le mieux, et réduire ainsi le coût de production global de chaque produit. En effet, si chaque pays fait ce qu'il sait faire le mieux, alors ses travailleurs sont utilisés de la meilleure façon possible, et globalement les pays vont pouvoir produire plus de richesses pour le même prix, ou autant de richesses pour moins cher. C'est la théorie des avantages absolus d'Adam Smith et la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (voir plus loin).
- Deuxièmement, en se spécialisant, chacun des pays va améliorer un peu plus ses techniques pour produire, et cela aussi va augmenter la quantité de richesse produites.

Dans les deux cas, il n'y a plus qu'à échanger ensuite les produits par le commerce pour obtenir une situation bien plus favorable pour tous. Bien entendu, il faut tenir compte des coûts de transport – ce qui peut changer la donne. Mais on s'aperçoit en pratique que bien souvent les coûts de transport ne représentent qu'une petite partie du prix, et cela ne modifie pas beaucoup l'intérêt du libre-échange. (En revanche, le transport est polluant, et cela pose donc des problèmes écologiques.)

D'autres avantages s'ajoutent :

- En produisant pour plusieurs pays, et pas seulement pour le territoire national, une entreprise peut se lancer dans des projets qui deviendront rentables, alors qu'ils ne l'auraient pas été si elle avait vendu seulement pour son territoire. Cela s'explique par le phénomène d'« économies d'échelle » : quand une entreprise fait de la recherche-développement, met au point une chaîne de fabrication, cela peut coûter extrêmement cher, trop cher pour ne vendre des produits qu'à un seul pays, car alors l'investissement ne sera pas rentabilisé. De même, si on crée une usine qui ne tourne que trois jours par semaine. Mais lorsqu'on peut aussi vendre à l'étranger, alors l'usine devient rentable. C'est entre autres ce phénomène qu'ont utilisé les pays émergents pour se développer. Créer des produits uniquement pour leur marché intérieur n'aurait pas été intéressant, car il n'y avait pas assez d'acheteurs locaux ; il fallait pouvoir vendre à l'étranger pour que les projets soient rentables.
- Si les produits circulent librement, alors les biens d'équipement (outils, machines, ordinateurs, etc.) circulent aussi librement, et cela permet à chaque entreprise de chaque pays d'obtenir les meilleurs outils pour fabriquer. Cela permet aussi aux entreprises de découvrir facilement les innovations de produits et de procédés qui les aideront à s'améliorer.

Le libre-échange est souvent présenté comme une aberration (une folie) économique : alors que nos travailleurs pourraient produire certaines richesses, on les fait produire par des travailleurs d'autres pays, et cela détruit l'emploi chez nous. En fait, on s'aperçoit que cette présentation est trompeuse. Il y a des inconvénients au libre-échange, mais on ne peut pas dire qu'il ne fait que détruire de l'emploi. Comme on vient de le voir ci-dessus, le libre échange permet à la planète d'augmenter la production, ce qui va bénéficier à tous. Et lorsqu'un pays obtient pour moins cher des produits qu'il aurait lui-même produit très cher, alors cela réduit les dépenses des consommateurs pour ces produits, et cela libère donc du pouvoir d'achat qui va être utilisé pour acheter autre chose, des productions que pourront faire les travailleurs du pays. Un pays aura moins d'éleveurs (car la viande est produite pour moins cher à l'étranger), mais alors il aura plus de « designers ».

La théorie des avantages absolus d'Adam Smith (1776) et la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (1819) sont deux théories célèbres, démontrables mathématiquement, qui ont lancé la réflexion sur les avantages du commerce international. A l'époque, les agriculteurs anglais faisaient pression sur leur gouvernement pour obtenir

qu'il n'y ait pas d'importations de céréales européennes (de France par exemple) vers l'Angleterre, afin de protéger leur agriculture. Ce sont les fameux débats sur les *Corn Laws* (lois sur les céréales). Les deux célèbres économistes interviennent dans le débat et expliquent qu'il vaut mieux que l'Angleterre se spécialise dans ce qu'elle sait faire le mieux (notamment à l'époque l'industrie textile) et laisse faire aux autres des productions où elle est moins bonne ou moins dominante. Les agriculteurs anglais en souffriront, disent-ils, mais globalement, pour l'économie anglaise, ce sera une très bonne opération. *Voir l'illustration des théories de Smith et de Ricardo à travers une histoire de grand-mère (vidéo).*

2. Les économistes libéraux (programme de première) pensent que c'est en laissant les acteurs économiques d'un pays produire et échanger librement entre eux, sur des marchés libres, que l'économie sera plus efficace. La théorie du libre-échange (terme dans lequel on retrouve l'adjectif « libre ») dit la même chose, mais à l'échelle internationale !

Les avantages du protectionnisme

1. - « Protectionnisme éducateur » : lorsque l'industrie d'un pays commence tout juste à se développer, les entreprises sont parfois encore peu performantes, leurs produits encore trop chers, et si les entreprises étrangères inondent le marché intérieur de produits concurrents, alors les jeunes entreprises nationales risquent de faire faillite très rapidement, ce qui bloquera tout développement industriel. C'est pourquoi l'économiste Friedrich List indique que dans ce cas (il parle « d'industrie dans l'enfance ») un pays a intérêt à ne pas respecter les règles du libre-échange, à interdire ou fortement limiter l'entrée de produits étrangers dans le domaine concerné – ce que fait beaucoup la Chine en ce moment !

- « Politiques commerciales stratégiques » : il s'agit d'identifier les secteurs où il serait très utile d'être performant dans l'échange international (des secteurs très rentables), et d'être protectionniste lorsque c'est nécessaire pour protéger les secteurs en question (exemple de la construction aéronautique).

- « Défense des intérêts vitaux du pays » : certaines productions sont vitales pour les habitants d'un pays, comme l'agriculteur, l'armement, la santé (on s'en est rendu mieux compte avec la crise du coronavirus – le manque de masque, de gel, de respirateurs, de produits de base pour fabriquer les médicaments) et dans ce cas interdire ou limiter l'importation de ce type de produits pour que des entreprises nationales, même fabriquant cher, puissent exister, peut être extrêmement utile. D'ailleurs, la fameuse politique agricole commune de l'Union Européenne consiste depuis des dizaines d'années à financer l'agriculture européenne pas assez rentable pour que l'Union européenne conserve son indépendance alimentaire.

2. Le libre-échange est avantageux dans certains cas, mais pas dans d'autres.

Bien entendu, on voit tous les avantages que le libre-échange a eus pour les pays occidentaux dans leur développement accéléré de la fin XIXe-XXe siècle. On voit aussi l'avantage qu'ont obtenu le Japon et les Nouveaux Pays Industrialisés progressivement au cours du XXe siècle. Depuis quelques décennies, les pays émergents leur emboîtent le pas.

Mais dans d'autres cas, l'avantage est moins évident.

Prenons le cas des pays les plus pauvres d'Afrique, raconté plus longuement dans le document 5. Sur les conseils d'experts internationaux, beaucoup de pays d'Afrique se sont hyperspécialisés dans ce qu'ils savaient faire le mieux, l'agriculture de zones chaudes – coton, cacao, café, certaines céréales – et ont beaucoup investi pour cela, empruntant massivement. Mais finalement, le prix de ces matières premières a fondu sur le marché internationale (car beaucoup de pays pauvres ont eu la même stratégie en même temps), et ces pays africains ont dû vendre à bas prix ces produits agricoles, alors qu'ils faisaient venir de la Triade ou des pays émergents des produits manufacturés (casseroles, électronique) dont le prix baissait, mais moins vite. Les économistes disent que les « termes de l'échange » se sont dégradés pour ces pays pauvres. Bref : ces pays ont choisi le libre-échange, mais ils ont été perdants pendant une trentaine d'année. Ils font partie des rares pays pour lesquels le Produit Intérieur Brut a baissé plusieurs années consécutives de suite sur la période.

Un autre cas nous touche de près : c'est la situation actuelle des économies les plus développées. Rattrapées progressivement par les pays émergents, elles voient leur marché du travail bouleversé par cette nouvelle concurrence. La main-d'œuvre est si peu chère en Chine, au Vietnam, en Algérie, etc. que de très nombreux produits sont désormais fabriqués par ces pays, puis importés en France. C'est globalement favorable à la

croissance mondiale, mais perturbant pour les actifs au chômage en France...

3. Les « droits de douane », c'est-à-dire les taxes douanières sur les produits importés, sont évidemment le principal outil pour limiter les importations. Ils renchérissent le prix du produit importé pour l'entreprise importatrice et donc l'incite à trouver des entreprises nationales capables de lui fournir le produit. C'est ce qu'on appelle les barrières « tarifaires » (de *tariff*, qui en anglais signifie « droits de douane »).

Mais dans la mesure où, sous l'égide du GATT puis de l'OMC, les droits de douane ont fortement baissé, un pays qui veut faire du protectionnisme doit recourir à d'autres techniques, des barrières *non-tarifaires*. Notons que la plupart des ces techniques sont, en général interdites, même si, dans certains cas, des accords validés par l'OMC ont été passés.

- Un Etat peut, pour aider ses entreprises à résister aux importations, les subventionner.
- On peut aussi imposer des quotas. Cela a été autorisé dans certains cas suite à de négociations tendues. Quand le Japon a commencé à inonder le marché américain de voitures, les Etats-Unis, ont imposé des quotas d'importation sur ses voitures, avec l'accord du Japon. Les Etats-Unis ne voulaient pas voir leur industrie automobile et des emplois en grand nombre disparaître en quelques années, ils voulaient laisser à leurs entreprises le temps de s'adapter, et le Japon voulait avoir accès au marché américain. Plutôt que d'arriver à un blocage complet des importations et une crise grave, le Japon a accepté qu'il y ait des quotas, avec promesse qu'ils seraient levés quelques années plus tard. Il s'est passé la même chose avec les textile asiatique et les pays occidentaux.
- On peut aussi, de façon plus ou moins honnête, imposer des normes techniques très sévères. On sait bien que les pays émergents n'arrivent pas toujours à faire la plus grande qualité de production. Si l'Europe impose à la Chine des normes de sécurité drastiques sur les jouets pour enfants (peintures, pièces qui se détachent, etc.), alors on sait bien que la Chine ne sera pas toujours capable de les respecter, et cela freinera la destruction de l'industrie du jouet en Europe.
- Enfin, on peut imposer des tracasseries administratives aux entreprises importatrices.

Bref, les barrières tarifaires étant de plus en plus basses, beaucoup de pays essaient de mettre en place, pour se protéger, des barrières non-tarifaires (mais sans forcément le dire, car le discours officiel est la défense du libre-échange).

Les échanges internationaux du point de vue des producteurs et des consommateurs :

	Producteurs	Consommateurs
Avantages	<i>Des débouchés supplémentaires :</i> Augmentation de la taille du marché auquel les entreprises peuvent accéder, donc opportunités d'une augmentation du chiffre d'affaires et du profit <i>Une baisse des coûts :</i> L'évolution supplémentaire permet des économies d'échelle. Pour les producteurs de pays développés, possibilité d'accéder à des ressources productives plus variées ou moins chères : minerais, énergies, main-d'œuvre dans des pays à bas coûts salariaux <i>Des transferts de technologie :</i> Pour les producteurs des pays pauvres ou émergents, possibilité de transferts de technologie rapides.	<i>Un gain de variété</i> Accroissement de la diversité des produits accessibles, grâce aux importations issus de pays différents, et de l'échange intra-branche. Diffusion plus rapide des produits innovants. <i>Une hausse du pouvoir d'achat</i> Augmentation du P.I.B. mondial, et donc si tout va bien du P.I.B. national, grâce aux effets positifs du libre-échange pour la croissance Baisse des prix, grâce aux baisses de coûts obtenues par les entreprises, et donc augmentation du pouvoir d'achat Pour les consommateurs des pays riches et émergents, les échanges extérieurs ont été le plus souvent une source de croissance et d'amélioration du niveau de vie.
Inconvénients	<i>Des coûts d'adaptation parfois élevés</i> Une concurrence accrue qui oblige les entreprises à s'adapter en permanence, à délocaliser ou à rechercher sans cesse de nouveaux fournisseurs. <i>Un danger fatal pour certaines entreprises ou certains secteurs</i> Pour certaines entreprises, la concurrence internationale est destructrice : elle conduit à des restructurations, des réductions d'effectifs, voire des faillites, et leurs conséquences graves en termes de chômage. <i>Un contexte trop difficile pour les industries naissantes</i> La concurrence est particulièrement rude pour les entreprises d'un secteur naissant dans un pays, notamment pour l'industrie de certains pays en développement.	<i>Les productions locales mises à mal</i> Du fait d'importations nombreuses de produits à bas coûts, les petites productions locales peuvent disparaître dans certains secteurs, ce qui peut détruire le tissu social local et la diversité de produits créés localement <i>La victoire du moins disant sur le plan de la qualité des produits</i> Dans certains cas, des productions internationales de qualité mauvaise ou moyenne peuvent remplacer les produits de qualité. <i>La victoire du moins disant sur les salaires</i> Dans certains cas aussi, les entreprises locales s'alignent sur les bas salaires ou la protection sociale réduite des pays concurrents, ce qui nuit aux conditions de vie et parfois au pouvoir d'achat des salariés. <i>Des consommateurs de certains pays pauvres en difficulté</i> Pour les consommateurs de certains pays pauvres mal positionnés dans la concurrence internationale, les échanges extérieurs sont parfois sources de dépression économique et de baisse du niveau de vie.